



Première Nation Hupacasath

Ph. (250) 724-4041

Fax. (250) 724-1232

5500 Ahahswinis Drive Box 211

Port Alberni, BC V9Y 7M7

Le 2 août, 2013

Chers amis,

Mon nom est Brenda Sayers et au nom de la Première Nation Hupacasath, située l'île de Vancouver, j'ai la responsabilité du dossier de notre action en justice qui conteste l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIÉ). Ce traité d'investissement aura des répercussions négatives sur nos droits constitutionnels et si nous ne défendons pas notre souveraineté personnelle, nos droits continueront d'être méprisés.

Je vous invite à participer à une réunion dans votre communauté où je vais vous expliquer comment l'APIÉ vous affectera ainsi que les générations futures. Je vais aussi profiter de cette occasion pour vous informer de la contestation judiciaire de la Première Nation Hupacasath, qui affirme notamment que le gouvernement fédéral est tenu de consulter les Premières Nations avant de conclure des accords d'investissement internationaux contraignants comme l'APIÉ, qui sont gravés dans le marbre pendant au moins 31 années.

L'APIÉ Canada-Chine exposerait le Canada à des poursuites de la part d'entreprises et d'investisseurs chinois prétendant que leurs bénéfices ont été abaissés en quelque sorte par une décision du gouvernement touchant à des législations environnementales, des mesures de conservation des ressources ou des actions liées à certaines responsabilités constitutionnelles à l'égard des Premières Nations. Ces poursuites seraient décidées par des arbitres rémunérés, dans des tribunaux à huis clos en dehors du système juridique du Canada. Un exemple récent de ce genre de poursuites est le cas de la compagnie pétrolière et gazifière américaine Lone Pine Resources, qui menace de recourir à des mesures similaires de l'ALÉNA à poursuivre le Canada pour 250 millions de dollars en raison d'un moratoire temporaire sur l'exploitation du gaz de schiste au Québec.

Le moment est venu de dire un NON retentissant au gouvernement fédéral et à dire OUI à notre droit de participer à la formation de notre pays. Il est temps que le pouvoir soit restauré aux peuples du Canada. J'encourage tout le monde à prendre le temps de regarder de plus près les implications de l'APIÉ en ce qui concerne la sécurité nationale, l'environnement, la sécurité d'emploi et nos droits constitutionnels et humains.

Je voudrais vous demander de transmettre cette lettre à vos membres et d'envisager de co-parrainer ma tournée de neuf jours (détails au verso). Vous pouvez montrer votre soutien en permettant à la Première Nation Hupacasath d'utiliser votre logo pour notre matériel de promotion et de sensibilisation. C'est seulement en restant ensemble que nous pourrions gagner cette contestation judiciaire massive qui cherche à protéger nos collectivités et notre démocratie contre les pires aspects des traités d'investissement comme l'APIÉ.

Ce serait un honneur de vous rencontrer, écouter vos préoccupations et d'élaborer des plans ensemble.

En toute solidarité,

Brenda Sayers



Nous sommes solidaires avec la contestation judiciaire de la Première Nation Hupacasath sur l'Accord APIÉ Chine-Canada

Brenda s'arrêtera à:

Montréal

Samedi 10 août, 14h-17h

Ouvert à tous @ UQAM

Ottawa

Dimanche 11 août, 13h-15h

Rassemblement sur la colline
parlementaire

Lundi 12 août, 9:30h-12h

Rencontre au STTP

Peterborough

Mercredi 14 août, 19h-21h

Ouvert à tous @ Bibliothèque publique
345 Aylmer St. North

Hamilton

Jeudi 15 août, 19h-21h

Ouvert à tous @ Volunteer Hamilton
267 King Street East

Toronto

Vendredi 16 août, 19h-21h

Ouvert à tous @ Centre
communautaire Cecil
58 Cecil Street (coin Spadina Avenue)

Tournée de conférences avec
Brenda Sayers, Première Nation
Hupacasath

10 au 16 août 2013

Tournée soutenue par les organisations
suivantes :

